

Au-delà des débats sur le progressisme et le conservatisme, dans un monde où les inégalités ne cessent de s'aggraver malgré le développement de la démocratie formelle, la distinction entre la droite et la gauche n'est pas moins importante qu'autrefois. Qu'est-ce qui définit la droite aujourd'hui encore? Quelles sont les lignes de continuité et de fracture entre les droites du passé et du présent, les extrêmes droites aussi, en Europe comme dans les grands ensembles historiques que sont les Amériques, le monde issu de la décolonisation et les ex-pays "socialistes" ? Tout en apportant un éclairage conceptuel sur ces questions, Octavio Rodriguez-Araujo propose ici un historique de l'évolution des droites et des extrêmes droites dans le monde depuis un siècle. Des Etats-Unis (où coexistent une extrême droite de gouvernement et une autre marginale) à l'Union européenne (dont les orientations subissent l'influence croissante des forces de droite des nouveaux pays membres jadis dans l'orbite soviétique), il dresse un état des lieux précis, très utile pour comprendre les mouvements rattachés à ces tendances et les enjeux politiques qui en découlent.

Un commentaire

La maison d'édition L'Atalante publie *Droites et extrêmes droites dans le monde*, un deuxième ouvrage du professeur de l'Université autonome de Mexico Octavio Rodriguez-Araujo.

L'an dernier, sous le titre *Gauches et gauchisme*, Rodriguez- Araujo nous livrait une synthèse des grands courants de la gauche dans le monde, l'histoire de leurs transformations ainsi que des combats qui les ont opposés. A partir d'une approche marxiste, il s'intéresse alors aux « nouvelles gauches », en particulier au mouvement altermondialiste à qui il reproche son manque d'unité et son absence d'assises théoriques.

Dans *Droites et extrêmes droites dans le monde*, ouvrage fort documenté à mi-chemin entre l'Histoire et l'essai politique, il explore cette fois l'autre versant de la question en puisant dans l'histoire récente et actuelle des gouvernements et mouvements de droite et d'extrême droite, pays par pays. Il discute d'abord de définitions. Une politique de gauche, c'est « celle qui tend à réduire les inégalités et celle de droite vise à les maintenir ou les accentuer ». Si, de surcroît, un gouvernement de droite met en œuvre des politiques racistes, xénophobes, contraires à diverses expressions culturelles ou religieuses, on le

qualifiera d'extrême droite. Distinguant, pour les Etats- Unis, l'extrême droite proche des cercles gouvernementaux et l'extrême droite groupusculaire, il trace un tableau très fouillé et ahurissant de la famille Bush et de son cabinet. Il multiplie les révélations troublantes sur ces magnats du pétrole que sont le vice-président Cheney, qui a occupé la présidence de la société Halliburton, la compagnie pétrolière la plus importante du monde, Condoléezza Rice, qui a dirigé Chevron Texaco, Colin Powell, qui était lié à America Online, Gale Noton, associé à Delta Petroleum et BP Amoco et d'autres qui ont permis à Bush fils d'arriver à son poste « avec l'appui de la mafia américano-cubaine de Miami ». Il soutient, statistiques à l'appui, que, même si depuis trente ans on assiste à un essor de la démocratie formelle, la pauvreté et les inégalités entre pays et individus sont plus fortes aujourd'hui. En chemin, il ne craint pas de remettre en question des cadres d'interprétation qui se sont imposés depuis des décennies. Ainsi trouve-t-il à inclure des pays dits socialistes dans un livre consacré aux droites ! Quant à révolution de la droite en Amérique latine, peu importe la voie suivie, l'alignement sur les intérêts stratégiques des Etats- Unis ou celle de l'indépendance avec la droite nationaliste et parfois populiste, les acquis sociaux sont partout en recul. Il fait la démonstration qu'en Amérique latine, droite et extrême droite se confondent même souvent.

Dans les pays non occidentaux, à de rares exceptions près, les gouvernements récents se sont montrés fort peu enclins à combattre les inégalités sociales et économiques. Sa conclusion : « dans les principaux pays du monde, le pouvoir reste dans l'ensemble aux mains de la droite, c'est-à-dire des défenseurs des politiques néolibérales et de ceux qui en bénéficient de manière directe ou indirecte ». L'auteur voit peu d'espoir. Même le gouvernement de Lula da Silva, au Brésil, ne trouve pas grâce à ses yeux. Il soulignera en outre l'opposition de droite qu'à suscitée Hugo Chávez au Venezuela, où les Etats- Unis ont tenté de provoquer à deux reprises la destitution du président. Bref, la gauche (en réalité le centre gauche) n'a pas progressé de manière significative. Devant un état des lieux aussi sombre, unilatéral et désespérant, on pourrait reprocher à cet universitaire de ne pas avoir su reconnaître les foyers de résistance et les nouvelles formes d'opposition telles que décrites par Hardt et Negri dans *Empire*.

ROBERT COMEAU, *Le Devoir*, 2005